

quant à la manière de contrôler la présente augmentation de leurs taux d'intérêt et le tarissement continu des sources internationales de capitaux pour les règlements et le change. Ils auraient déclaré que les taux d'intérêt monteraient encore. Ils devront plus tard trouver quelque solution de rechange, encore invisible.

Je ne comprends pas que ces spécialistes soient assez idiots pour croire que le problème se règlera de cette façon, car si nous n'agissons pas bientôt nous verrons forcément plongés dans une récession auprès de laquelle, comme quelqu'un l'a dit il n'y a pas très longtemps, celle de 1930 fera penser à un pique-nique d'une classe de catéchisme.

Voilà les choses qui nous préoccupent. Cette sorte de valse-hésitation des prétendus spécialistes monétaires internationaux devra prendre fin avant trop longtemps, et je puis seulement espérer que le Canada sera le premier à proposer quelques politiques de rechange. Les enjeux sont élevés. Ce dont nous avons besoin sur la scène internationale, c'est une nouvelle sorte de devise, une monnaie de réserve internationale qui, comme quelqu'un l'a dit, serait aussi bonne que l'or et aussi stable que le dollar. Il ne faut pas que se prolonge la situation dont le ministre des Finances a parlé mardi, lors de la période des questions.

Cela nous ramène à la scène canadienne—une expansion éhontée du gouvernement, une spirale continue des taux d'intérêt, une hausse irrésistible de la dette nationale, qui, tout comme la dette privée, a battu tous les records. Le montant accru de la dette privée est la meilleure preuve que quelque chose cloche quant à la source de l'argent et des capitaux au Canada. Notre niveau de vie élevé tient simplement au fait que nous remettons à demain le paiement des biens que nous consommons aujourd'hui. Et non seulement à demain, mais jusqu'à la prochaine génération ou celle d'après, car en certains domaines cela va aussi loin. Au-delà, les taxes montent de plus en plus. C'est le résultat final.

Les taxes élevées ne sont pas la cause mais plutôt un symptôme de la situation. C'est pourquoi j'espérais que le ministre des Finances, au lieu de nous servir un beau discours ronflant et les insipidités qu'il a prononcées aujourd'hui dans sa déclaration solennelle sur la gravité de la situation, nous aurait proposé quelque chose d'un peu plus réaliste et d'un peu plus encourageant qu'un simple conseil de révision et un arrêt de l'expansion de la fonction publique.

Nous collaborerons avec le ministre de notre mieux pour tenter d'apporter une sorte

[M. Thompson.]

de palliatif à la crise actuelle, si c'est possible. Mais tout en disant que telle sera notre attitude devant les mesures que le ministre proposera, je le supplie d'agir autrement qu'il n'a fait jusqu'ici. S'il croit que l'assurance frais médicaux est financièrement malsaine pour l'économie à l'heure actuelle, qu'il la retarde d'une année encore. Les provinces n'en veulent pas. Permettons-leur de dire leur mot sur la façon dont elles lèveront des impôts, au lieu de les obliger à abandonner des programmes d'assurance frais médicaux qui, à leur manière, fonctionnent très bien et satisfont aux besoins des pauvres et au lieu d'imposer des politiques paternalistes à des personnes qui pour la plupart n'en veulent pas.

Le ministre doit, entre autre choses, se montrer très ferme en matière de dépenses gouvernementales. Même en appliquant des réductions de plus de 1 milliard de dollars aux dépenses prévues pour cette année, celles-ci accuseront encore une augmentation de 3½ p. 100 par rapport à celles de l'an dernier. Ce pourcentage ne comprend aucun des crédits supplémentaires qui interviendront inévitablement avant la fin de l'année financière qui vient. Si nous faisons cela, nous accomplirons sans doute quelque chose de plus valable que ce dont le ministre a parlé aujourd'hui, pour résister aux pressions exercées sur le dollar canadien et sur la situation financière en général.

Voilà comment, dans notre parti, nous envisageons la situation. Je voudrais rappeler au ministre des Finances et au peuple canadien, ainsi qu'à tous ceux à la Chambre qui partagent ses soucis, que, si nous désirons sincèrement coopérer et faire ce qui est nécessaire, il est grand temps de cesser de nous complaire dans le statu quo. Nous devrions suivre les conseils d'un grand nombre de gens pondérés, c'est-à-dire renoncer à certaines des mesures qui n'ont jamais cessé de s'avérer inadéquates aux besoins.

M. Irvine: Monsieur le président, je laisse de côté les questions déjà traitées. Mais je tiens à mentionner quelques détails dont on n'a pas parlé jusqu'ici. Le ton conciliant du ministre des Finances m'a beaucoup plu comme, j'en suis sûr, à la plupart des députés. J'irais presque jusqu'à dire que ses paroles étaient bienveillantes. Quelle contraste avec d'autres qu'il a déjà prononcées ici. Elles m'ont rappelé un peu—en fait, j'ai cru par moments qu'il allait les citer—les célèbres paroles de saint François:

Dans le champ de la haine, je sèmerai l'amour;
Et le pardon dans celui des offenses.
Dans les sillons du doute, je sèmerai la foi;
Et l'espoir dans ceux de la navrance.